SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 19 AVRIL 1898.

Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi relatif à la fabrication de monnaies divisionnaires d'argent et à l'entretien de la circulation monétaire.

(Voir les nos 87 et 113, session de 1897-1898, de la Chambre des Représentants.)

Présents: MM. le Baron BETHUNE, Président; HERRY, CAPPELLE et ALLARD, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Sénat, en approuvant la convention monétaire conclue à Paris, le 29 octobre dernier, a admis l'attribution à la Belgique d'une fabrication de six millions en monnaies divisionnaires. Le Projet de Loi qui nous est soumis a pour but de régler l'exécution de ce travail.

D'après la dite convention, la Belgique est autorisée à employer comme métal pour cette fabrication, soit en totalité des pièces de cinq francs, soit pour moitié des pièces de cinq francs, et le solde en lingots d'argent.

Un rapport antérieur de la Commission du Sénat du 23 octobre dernier, relatif à la convention, et qui n'a rencontré aucune observation, a déjà fait ressortir les avantages qu'il y a pour la Belgique à user de la faculté d'emploi de trois millions en lingots d'argent, et c'est dans ce sens qu'en décide l'article premier du Projet de Loi.

Il nous reste à examiner comment il dispose des bénéfices résultant de cette fabrication qui, aux termes de la convention du 29 octobre, doivent, en cas d'emploi de lingots, servir à constituer un fonds pour l'entretien de la circulation d'or et d'argent. Déjà la loi du 17 mai 1886 a institué un fonds de prévision destiné à permettre de réduire la quantité des pièces de 5 francs; ce fonds se monte actuellement à la somme de 622,800 francs placés en 3 p. c. belge à la Caisse des dépôts et consignations.

Le Gouvernement, tout en restant fidèle à la pensée de prévoyance qui a présidé à la création de ce fonds spécial, estime qu'il y a lieu d'en élargir le fonctionnement en lui faisant jouer un rôle plus actif dans notre administration monétaire.

Il propose, en conséquence, d'y verser tout le bénéfice que peuvent laisser des frappes quelconques de monnaies nationales et d'y puiser en même temps les ressources que peut nécessiter la réfection de nos monnaies dont l'usure a presque fait disparaître les effigies et couvrir aussi les frais de destruction d'une circulation excessive en monnaies de billon.

L'article 2 du Projet de Loi décide d'appliquer en outre au dit fonds de prévision le résultat des diverses opérations monétaires qui se sont effectuées depuis 1894 et qui se sont traduites pour le trésor public par un boni de fr. 1,560,454-45 ; sous réserve toutefois d'appliquer au même compte les frais de tirage et des pertes résultant de l'annulation d'une assez forte partie de pièces de deux centimes déjà rentrées et de celles qui rentreront encore en exécution de l'article 4 de la loi du 19 juillet 1895 et de l'arrêté royal du 28 octobre 1896, autorisant l'échange contre des monnaies de paiement ; frais évalués dès à présent à 578,000 francs.

Tenant compte des éléments qui précèdent, l'exposé des motifs du Projet de Loi évalue à 3,447,000 francs le solde en boni du compte du fonds de prévision, solde bien supérieur au montant du bénéfice à provenir de la fabrication qui fait l'objet de la présente loi ; toutefois afin d'assurer l'affectation spéciale du dit bénéfice conformément à l'article 2 de la convention du 29 octobre dernier, le Gouvernement s'est engagé, dans l'exposé des motifs, à en faire l'objet d'une comptabilité spéciale et si, dans un avenir plus ou moins éloigné, la Belgique doit se trouver dans la nécessité de pourvoir au remboursement de ses pièces de cinq francs, elle trouvera dans le fonds de prévision, qui se sera continuellement accru par des intérêts, des ressources sérieuses.

Dans une note, page 4 de l'exposé des motifs, le Gouvernement se réserve d'adopter de nouveaux types monétaires pour nos monnaies divisionnaires. Il est certain qu'au point de vue artistique nos monnaies laissent beaucoup à désirer ; aussi l'honorable Ministre des Finances est-il disposé à s'adresser à la compétence d'une commission spéciale, nommée pour cet objet et, par des primes suffisantes, amener les grands artistes à concourir.

Les frais qu'entraînera l'élaboration d'un nouveau type monétaire seront à charge du compte fonds de prévision.

La Chambre des Représentants, dans sa séance du 15 avril, a voté le Projet de Loi à l'unanimité des 96 membres présents, et votre Commission, à l'unanimité, vous en propose l'adoption.

Le Rapporteur,
VICTOR ALLARD.

Le Président,
Baron P. BETHUNE.